



**Conseil économique  
et social**

Distr.  
GÉNÉRALE

TRADE/WP.5/2002/12  
17 mai 2002

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

COMITÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENTREPRISE

Groupe de travail des pratiques juridiques  
et commerciales internationales  
Cinquantième session, 11-13 mars 2002

**Rapport de la cinquantième session**

**POINTS MARQUANTS**

- Présentation du mandat du Programme de l'Alliance pour les partenariats public-privé (PPP). Lancement du programme «Les ressources foncières au service du développement» du Groupe consultatif de l'immobilier (GCI) de la CEE-ONU, pour promouvoir les normes d'évaluation, le crédit bancaire hypothécaire et le logement social dans les pays en transition.
- Proposition de création d'un sous-groupe de travail sur la prévention des conflits et le monde des entreprises.

## **Introduction**

1. Le Groupe de travail des pratiques juridiques et commerciales internationales (GT 5) a tenu sa cinquantième session du 11 au 13 mars 2002 à Genève (Suisse).
2. À cette cinquantième session ont assisté les représentants des pays suivants: Albanie, Allemagne, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Géorgie, Hongrie, Irlande, Israël, Italie, Lettonie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, République fédérale de Yougoslavie, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.
3. Des représentants de la Communauté européenne ont participé à la session.
4. Le représentant du Saint-Siège y a participé en vertu de l'article 8 du mandat de la Commission.
5. Des représentants de l'Inde et de la Corée du Sud y ont pris part en vertu de l'article 11 du mandat de la Commission.
6. Étaient également représentés la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), la Commission des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, le Bureau du Haut-Représentant, ainsi que les institutions spécialisées et les organisations intergouvernementales suivantes: Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), Union internationale des télécommunications (UIT), Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), Internationale des services publics, Confédération internationale des syndicats libres (CISL), Banque européenne d'investissement (BEI) et Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).
7. Un représentant de l'Initiative centreeuropéenne (ICE) a assisté à la session.

### Point 1: Adoption de l'ordre du jour

8. Le Groupe de travail a adopté son ordre du jour (TRADE/WP.5/2002/1).

### Point 2: Élection du Bureau

9. M. David Winter (Royaume-Uni) et M. Dorel Colodeiciuc (Roumanie) ont été réélus respectivement Président et Vice-Président.

Point 3: Forum sur la mise en œuvre de projets de partenariats public-privé pour le développement des infrastructures dans les pays de l'Europe centrale et orientale et de la CEI

10. Ce forum international, qui s'est déroulé le 11 mars 2002 au Palais des Nations, a rassemblé plus de 170 participants des secteurs public et privé de 30 pays. Avant le Forum, les États membres avaient fait parvenir un certain nombre de propositions de projets pilotes de partenariats public-privé (document ECE/TRADE/NONE/2002/14). Les experts en ont examiné quelques-unes, qui concernaient les transports (autoroutes et ports), les services municipaux et les services sociaux. De plus, les représentants de l'Internationale des services publics (ISP) et de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) ont donné le point de vue des syndicats. De l'avis des délégués, le nombre et la qualité de ces propositions démontraient l'importance que les gouvernements attachaient aux initiatives de financement privées, et l'Alliance de la CEE-ONU pour les partenariats public-privé avait un rôle clef à jouer pour les aider à formuler des projets et attirer des concours des donateurs et du secteur privé.

11. Le Groupe de travail a félicité le secrétariat de la manière dont celui-ci avait organisé le Forum. Il a encouragé les gouvernements et les représentants du secteur privé à s'associer au Programme de l'Alliance pour les partenariats public-privé, afin que les projets examinés durant le Forum puissent être réalisés.

Point 4: Réunion inaugurale du Programme de l'Alliance CEE-ONU pour les partenariats public-privé

12. La première réunion du Programme de l'Alliance PPP s'est tenue le deuxième jour de la cinquantième session. De hauts représentants de la plupart des cellules PPP nationales d'Europe, les représentants des gouvernements de plus de 20 pays, et de hauts fonctionnaires de la BERD, de la BEI, de l'OCDE et de l'UE y ont participé. Le thème de cette première réunion était: Comment créer des cellules PPP efficaces et dynamiques? De l'avis général, lorsqu'on envisageait de mettre en place des cellules PPP au sein des administrations, il fallait: définir clairement la répartition des attributions entre les administrations et ministères, ainsi que celles des administrations locales, se concentrer sur les projets pilotes, s'assurer un appui politique de haut niveau qui soit systématique et durable, et se tenir en contact étroit avec les partenaires sociaux et la société civile. Il a été reconnu que, pour bien des États membres, l'enjeu décisif était de mobiliser l'intérêt et les compétences nécessaires aux PPP et que la mise en place d'une cellule PPP nationale chargée de la coordination à l'échelon central pourrait être importante pour éveiller cet intérêt et réunir ces compétences.

13. Au cours du débat, il est apparu à l'ensemble des participants que, pour remédier au manque d'information et de compétences au sein des administrations nationales, l'Alliance aspirerait à être un centre d'excellence européen de haut niveau, à la pointe des connaissances sur les PPP, en axant dans l'immédiat son action sur:

- La communication des meilleures pratiques;
- La formation et le partage de données d'expérience au profit des secteurs public et privé;
- Le renforcement des capacités et l'appui aux projets.

14. Il a aussi été convenu qu'un comité directeur, composé de représentants des gouvernements, de la BERD et la BEI et des principaux promoteurs, assurerait la bonne marche du programme. Trois groupes spéciaux seraient chargés d'aider directement les gouvernements pour les questions juridiques, la formation et l'éducation, l'économie et les finances. Le Comité directeur travaillerait avec les autres organismes régionaux et internationaux cherchant à promouvoir les PPP.

15. M. Eamonn Kearns, qui dirige la cellule PPP irlandaise, et M<sup>me</sup> Corinne Namblard Bouverot, Présidente du Groupe d'experts CET de la Commission, ont été élus co-Présidents du Programme de l'Alliance PPP de la CEE-ONU. Le professeur Wim Timmermans (Pays-Bas) a été élu Président du Groupe des questions juridiques, et M. Michael Dymacek (République tchèque) Président du Groupe de l'économie et des finances. La réunion a demandé aux deux co-Présidents de réviser le mandat de l'Alliance (document TRADE/WP.4/2002/6). Il a aussi été demandé à la Commission d'inviter les gouvernements à s'associer au programme et à faire de nouvelles observations sur le mandat (voir ci-joint l'annexe 1).

16. Le Groupe de travail a chaleureusement félicité le secrétariat du succès de cette première réunion du Programme de l'Alliance, engagé les gouvernements à s'y associer et approuvé la version provisoire du mandat.

17. Plusieurs délégués ont demandé si, vu la mise en place du Programme de l'Alliance PPP, le Groupe CET de la CEE-ONU continuerait à fonctionner comme auparavant. Le Président du Groupe de travail a informé les experts que la Présidente du Groupe CET consultait actuellement les membres de ce groupe pour savoir ce qu'ils en pensaient et qu'elle en ferait part quand une position claire se serait dégagée.

#### Point 5: Travaux des groupes consultatifs

##### *a) Groupe construction-exploitation-transfert (CET)*

18. Au nom de sa Présidente, M<sup>me</sup> Corinne Namblard Bouverot, M. Michael Dymacek a rendu compte des activités du Groupe CET. À l'occasion de la Conférence régionale du Pacte de stabilité, tenue les 19 et 20 novembre 2001 à Bucarest (Roumanie), le Groupe avait organisé une réunion spéciale sur les PPP en coopération avec le Pacte de stabilité. La République tchèque avait demandé à accueillir un séminaire spécial sur le thème « La Convergence économique et le rôle des PPP ». M. Dymacek a aussi informé le Groupe de travail que le Groupe CET comptait développer ses activités dans les pays de l'Europe du Sud-Est, dans le cadre de son Initiative phare régionale sur les PPP inscrite au programme du Pacte de stabilité.

19. Le Groupe de travail a demandé au CDCIE de prêter son appui aux travaux du Groupe CET pour le Pacte de stabilité et pour la mise en place du Programme de l'Alliance pour les PPP. À son avis, cette dernière était importante pour les pays qui souhaitaient nouer des liens avec des sociétés privées solides et expérimentées en vue de mobiliser des capitaux privés pour leurs projets d'infrastructure.

*b) Groupe consultatif de l'immobilier (GCI)*

20. M. Robert Hall, Président, a rendu compte de l'action menée par le GCI pour stimuler les marchés immobiliers de l'Europe centrale et orientale et de la CEI. Le Groupe avait progressé dans plusieurs directions: renforcement de la coopération internationale, développement des liens avec des ONG internationales importantes comme RICS et TEGOVA, et sensibilisation des autorités nationales à l'importance cruciale de la question. Ces activités avaient abouti, à la dernière réunion des experts du CGI le 13 septembre 2001, au lancement du programme «Les ressources foncières au service du développement». Ce programme serait centré sur des éléments clefs tels que les marchés fonciers, l'évaluation, le logement social et le crédit bancaire hypothécaire. Les membres du GCI étaient disposés à l'appuyer, de même qu'à prêter leur concours pour le sommet qui aurait lieu prochainement à Rome sur ce thème.

M. Gianluca Sambucini, secrétaire du GCI, a ensuite présenté le programme. Il a indiqué que, grâce à la générosité de Tecnoborsa, association italienne de la Bourse de Rome intervenant dans le secteur immobilier, la CEE-ONU serait en mesure de prendre à sa charge la participation au Sommet de Rome de plus de 40 représentants de gouvernements de pays en transition. Ce sommet aurait lieu les 19 et 20 septembre 2002. Le CGI continuerait à travailler avec des organisations sous-régionales comme la CEI.

21. Le Groupe de travail a remercié M. Hall de sa contribution au développement du GCI et l'a félicité d'avoir réussi à mobiliser l'argent frais qui permettrait aux gouvernements de participer aux activités du Groupe.

*c) Groupe consultatif sur la protection et la mise en œuvre des droits de propriété intellectuelle pour l'investissement (Groupe PI)*

22. Au nom de son Président, M. Tim Trainer, M. David Winter a rendu compte des activités du Groupe PI. Celui-ci avait organisé avec succès des activités fort utiles dans la Fédération de Russie. À l'heure actuelle, il organisait sa réunion suivante en Pologne, qui comprendrait une journée spécialement réservée à une conférence sur l'évaluation de la propriété intellectuelle.

23. Le Groupe de travail a salué les efforts du Président et le travail remarquable accompli par le Groupe.

*d) Groupe consultatif d'experts chargé d'examiner d'éventuelles révisions de la Convention européenne de 1961 sur l'arbitrage commercial international*

24. M. David Winter, Président, a informé les experts que ce groupe avait apparemment été transféré du Groupe de travail à la Division du commerce. Or, lui-même n'avait pas personnellement été consulté, en sa qualité de président, sur ce transfert. Il a rappelé aux délégués que la décision prise par la Secrétaire exécutive en décembre 2000 était de transférer l'ensemble du Groupe de travail 5, y compris le groupe de l'arbitrage, à l'Unité de coordination. Certains se sont émus de cette situation.

Point 8: Programme de travail

25. Le Président du Groupe de travail a rendu compte des travaux du Colloque international sur les aspects économiques de la prévention des conflits, organisé les 19 et 20 novembre 2002

à Villars (Suisse) par la Commission et l'OSCE avec des experts de l'OTAN. Considérant la menace que le terrorisme international faisait planer sur la sécurité et vu les compétences du GT 5 en matière de collaboration avec les milieux d'affaires, le Président a proposé la création d'un groupe ou équipe spécial chargé de la prévention des conflits, qui étudierait comment le monde des entreprises pourrait effectivement contribuer au maintien de la paix et à la stabilité dans la région. Il a indiqué qu'il entretenait des contacts étroits avec l'OSCE et l'OTAN, qui s'intéressaient énormément à cette activité.

26. Les représentants du Groupe de travail ont discuté du principe de ce groupe spécial et souligné combien il importait de réagir concrètement aux dangers nouveaux qui menaçaient la sécurité. On a dit que le groupe en question pourrait se concentrer sur des régions comme l'Asie centrale et le Sud-Caucase. Il a donc été convenu qu'un nouveau groupe spécial serait créé pour travailler sur la prévention des conflits et le monde des entreprises en coopération avec l'OSCE, en vue d'associer les milieux d'affaires aux efforts de prévention des conflits. M. David Winter, Conseiller spécial de la CEE-ONU en matière de prévention des conflits, a été élu Président du nouveau groupe spécial.

Point 9: Questions diverses

*a) Thèmes futurs*

27. Le Groupe de travail est convenu d'envisager pour son forum suivant des thèmes se rattachant à des programmes déjà établis comme les partenariats public-privé. Le Président a proposé que ce forum soit consacré aux questions concernant la prévention des conflits et le rôle des entreprises. Le délégué de la Turquie a rappelé au Président que le Comité du commerce devrait examiner la proposition de forum avec la proposition de création d'un nouveau groupe spécial pour la prévention des conflits à sa session suivante.

*b) Date de la prochaine réunion*

28. Il a été décidé que la session suivante du GT 5 se tiendrait en mars 2003.

Point 10: Adoption du rapport

29. Le Groupe de travail a adopté le rapport de sa cinquantième session, sous réserve de l'approbation du texte final par le Président.

## **Annexe 1**

### **Mandat du Programme de l'Alliance pour les partenariats public-privé**

#### **Mission**

Offrir à haut niveau un centre d'excellence pour l'information sur les partenariats public-privé; appuyer la création d'un réseau paneuropéen d'échange de données d'expérience et de soutien constitué de représentants des gouvernements et du secteur privé pour faire mieux connaître les PPP et relever les niveaux; promouvoir les objectifs des Nations Unies en matière de réduction de la pauvreté, de développement social et de préservation durable de l'environnement et mettre à profit sa neutralité pour déterminer les possibilités de PPP; réunir au sein des PPP des partenaires régionaux et internationaux de premier plan.

#### **Aperçu général**

Les partenariats public-privé (PPP) pour le développement des infrastructures suscitent un intérêt considérable. Les avantages qu'ils offrent – gains d'efficacité dans les projets et libération de ressources pour le développement, transfert de technologie, viabilité du point de vue de l'environnement, réduction de la pauvreté et autres – sont très généralement reconnus. En matière de réduction de la pauvreté et de développement durable, en particulier, les mandats mondiaux définis par l'ONU réclament davantage de partenariats entre les deux secteurs, public et privé, pour traiter ces problèmes cruciaux. Le Consensus de Monterrey issu du processus des Nations Unies pour le financement du développement, par exemple, prône des mécanismes nouveaux de financement et de consultation associant le secteur public et le secteur privé pour accroître la facilité d'accès, l'exactitude, l'actualité et le champ de l'information sur les pays et sur les marchés financiers. De plus en plus, les gouvernements se dotent de cellules ou unités nationales chargées des PPP pour renforcer leurs capacités d'amélioration de leurs services d'infrastructure. Il y a donc là un réel progrès, et l'Europe se trouve à l'aube d'une ère nouvelle de grand dynamisme pour les PPP.

Cela dit, nombreux sont les gouvernements au sein desquels on est encore très peu au fait des PPP et très peu conscient de leur intérêt. Les PPP sont complexes. Ce qui manque, fondamentalement, est une information objective sur les PPP ainsi que sur les mécanismes, les méthodes et les instruments requis pour les mettre en œuvre avec succès. Il est nécessaire d'étayer les généralités en faveur des PPP d'un cadre concret qui puisse déboucher sur des actions pour accroître les chances d'atteindre leurs objectifs. À ce jour, il n'existe pas de formation méthodique des fonctionnaires, guère de mécanismes institutionnels d'échange de données d'expérience, et aucun programme de suivi des efforts ponctuels qui, eux, sont par contre très nombreux. Il y a en outre un gaspillage et un chevauchement de ces efforts qui ne font qu'alourdir les coûts de l'élaboration de projets.

Ayant travaillé avec de nombreux partenaires, dont la BEI, la BERD, l'UE, l'ONUDI et la CNUDCI, la CEE-ONU présente une proposition précise dans ce sens pour laquelle elle souhaite l'aval des gouvernements et du secteur privé. Le mandat y afférent a été élaboré à la suite de la réunion inaugurale de l'Alliance PPP, tenue le 12 mars 2002 au Palais des Nations, à Genève.

## **But du Programme de l'Alliance pour les PPP**

Le but général est de développer les capacités de tous les gouvernements en matière de PPP, de leur assurer la «maîtrise» d'une politique qui leur soit propre en la matière, de leur fournir l'appui requis pour étayer leurs propres plans de développement, définir leurs propres objectifs d'efficacité des PPP, déterminer les concours nécessaires de la part du secteur privé et des banques régionales de développement, mettre au point des mécanismes efficaces de consultation avec le secteur privé sur les actions en PPP, et mettre en place au sein des administrations nationales les mécanismes voulus pour donner aux créanciers et aux investisseurs l'assurance que leurs droits seront respectés.

Dans ce cadre général, les principaux objectifs sont les suivants:

- Communication des meilleures pratiques
- Formation et échange de données d'expérience au profit des deux secteurs public et privé
- Renforcement des capacités et appui aux projets.

## **Communication des meilleures pratiques**

Le programme remplira les fonctions suivantes:

- Centralisation et échange de savoir et d'information sur les projets et les faits nouveaux en matière de partenariats public-privé, en Europe et dans le reste du monde
- Promotion du dialogue entre les secteurs public et privé par l'échange d'information
- Défense de la cause du développement des partenariats public-privé auprès des décideurs publics à tous les niveaux
- Parrainage de conférences, manifestations et séminaires destinés à faire prendre conscience des avantages qu'offrent les partenariats public-privé.

Le principal instrument de communication et d'accès sera un site Web spécial interactif, avec une liste des membres, services, projets et sources de financement.

## **Formation et partage des données d'expérience**

Le Programme de l'Alliance pour les partenariats public-privé offrira des formations et assurera le partage des données d'expérience avec et entre les gouvernements, ainsi que dans le cadre de programmes intergouvernementaux comme l'Initiative centreeuropéenne ou le Pacte de stabilité. Il y aura un double courant d'échanges: les membres feront part de leur expérience aux gouvernements des pays intéressés, et les représentants de ces mêmes gouvernements se rendront dans les pays qui ont une expérience à faire partager et sur les sites de projets, pour s'initier directement aux méthodes des entreprises, des autorités locales et nationales, des banquiers, des partenaires sociaux et des consommateurs, et apprendre ainsi quels sont les meilleurs moyens de mettre en œuvre un partenariat public-privé.



Les programmes de formation feront appel aux techniques les plus récentes, et l'objectif sera d'en faire bénéficier le maximum de participants. On appuiera des méthodes économiques et efficaces de recherche et d'apprentissage à distance et on évaluera les résultats dans le souci de déterminer ce qui fonctionne le mieux dans la région, pour pouvoir ensuite s'inspirer des réussites et mettre en pratique les enseignements tirés de l'expérience.

### **Renforcement des capacités et appui aux autorités**

Il s'agit de:

- i) Aider les gouvernements à mettre en place des cellules PPP ou unités analogues efficaces et dynamiques au sein des administrations publiques;
- ii) Promouvoir et développer la compréhension et la coopération en ce qui concerne les partenariats public-privé au service du développement des infrastructures parmi les cellules PPP nationales ou les unités analogues ainsi qu'entre elles et la société civile, les syndicats et les employeurs;
- iii) Aider les cellules PPP et autres unités analogues à conseiller leurs gouvernements respectifs pour la définition de politiques et stratégies appropriées en la matière;
- iv) Examiner et, si possible, appuyer les propositions d'établissement de programmes d'assurance spéciaux pouvant abaisser les risques et rendre les projets plus acceptables et moins coûteux.

### **Comité directeur**

Le Comité directeur coordonnera la mise en place du centre et les travaux des groupes consultatifs. Il comprendra les deux présidents du Programme de l'Alliance, les présidents des trois groupes consultatifs, les promoteurs, les conseillers choisis par les coprésidents pour des interventions ponctuelles et les représentants d'organismes internationaux prêtant activement leur concours, financier ou en nature, tels que l'UE, l'OCDE et les banques régionales de développement, ainsi que ceux des gouvernements donateurs et les responsables des cellules ou unités chargées des PPP en Europe, ou les personnes désignées par eux, qui auront accepté d'adhérer à l'Alliance. Le président du Groupe de travail 5 de la CEE-ONU siègera au Comité directeur *ex officio*. Les membres du Comité directeur seront nommés en vertu de leur expérience des partenariats public-privé acquise aux plus hauts niveaux de responsabilité.

### **Groupes consultatifs**

Les groupes consultatifs seront pour les gouvernements et le secteur privé une source permanente de formation et d'expertise pour les questions essentielles que soulèvent les partenariats public-privé.

*Le Groupe de la facilitation juridique et de l'arbitrage sera chargé de:*

- *Donner des conseils juridiques aux gouvernements, principalement des pays en transition, en particulier sur les législations concernant les PPP (lois sur les*

*concessions, lois sectorielles prévoyant des concessions, etc.), les accords de PPP, leur négociation, et ainsi de suite;*

- *Offrir des services d'arbitrage: un tribunal arbitral pour le règlement des différends concernant les PPP siégera à Genève;*
- *Communiquer toutes les législations pertinentes des pays de la CEE-ONU et les contrats pertinents, toute cette documentation étant affichée sur le site Web de l'Alliance.*

*Le Groupe de la formation et de l'éducation sera chargé de:*

- *Contribuer à la formation de fonctionnaires et à l'organisation de visites de sites de projets et de réunions avec les gouvernements et avec les autorités locales;*
- *Définir des modèles et étudier les cas de réussite de PPP;*
- *Fournir une information objective sur l'incidence des PPP sur la société, l'économie et la qualité des services publics;*
- *Organiser des stages de formation et des visites de sites.*

*Le Groupe de l'économie et des finances sera chargé de:*

- *Dispenser des conseils sur les projets qui peuvent être réalisés par le secteur privé;*
- *Élaborer des indicateurs économiques de référence pour évaluer les solutions envisageables du côté du secteur privé par rapport à celles du secteur public;*
- *Donner des indications sur la structure des droits ou redevances dans les contrats de PPP et sur les types d'indexation qui peuvent être utilisés;*
- *Fournir des conseils sur les moyens d'incorporer des subventions dans les marchés et les procédures d'appel d'offres en PPP sans créer d'incitations qui faussent le jeu au profit des partenaires privés.*

### **Missions de consultation**

Les consultations avec les gouvernements membres organisées dans le cadre de missions auprès d'eux permettront de voir sur place comment intégrer les PPP à leur politique en matière d'infrastructure; elles seront l'occasion de les encourager à adopter une stratégie des PPP, de définir leurs objectifs lorsqu'ils ont recours à cette formule et de prévoir les étapes à franchir pour mener à bien l'opération.

### **Conférences et séminaires**

Le Programme de l'Alliance pour les PPP aidera les membres à organiser des conférences et des séminaires. Rassemblant de très nombreux participants, les conférences porteront sur tout l'éventail des possibilités, questions, innovations et techniques en matière de partenariats public-privé, dans des domaines comme les transports, les finances, la main-d'œuvre, l'eau et l'assainissement, l'énergie, les soins de santé et le logement social. Les séminaires, essentiellement locaux et régionaux, organisés dans le cadre, par exemple, de l'Initiative

centreuropéenne, de la Coopération économique de la mer Noire et du Pacte de stabilité, auxquels participent des hommes politiques et des représentants des autorités aident les membres de l'Alliance pour tous les aspects des partenariats public-privé.

### **Fonds d'affectation spéciale**

La CEE-ONU établira un fonds d'affectation spéciale pour financer le programme. Elle désignera un directeur du programme pour gérer les ressources qui seraient mobilisées pour cette activité auprès de sources extrabudgétaires. Les gouvernements membres sont cependant censés assister aux réunions annuelles de l'Alliance.

### **Membres du Programme de l'Alliance PPP**

Tous les États membres de la CEE-ONU peuvent s'associer sans frais au programme. Les gouvernements qui souhaitent se faire représenter seront invités à faire connaître à la Secrétaire exécutive de la Commission les fonctionnaires qu'ils auront désignés à cet effet.

Le secteur privé pourra être représenté dans la catégorie supérieure, celle des promoteurs, c'est-à-dire des membres qui sont prêts à apporter une importante contribution aux activités du programme et à la poursuite de ses objectifs. Outre la totalité des avantages attachés à la qualité de membre, ceux-ci bénéficient de la possibilité de:

- Siéger au Comité directeur
- Participer à n'importe lequel des groupes consultatifs
- Diriger les groupes consultatifs
- Faire reconnaître leur rôle dans les programmes et activités de l'Alliance.

Les sociétés membres ont part aux programmes de l'Alliance et accès à ses ressources. Cette catégorie va des entreprises de génie civil et autres grandes entreprises aux cabinets d'avocats-conseils. Les sociétés peuvent participer aux groupes consultatifs et prendre la parole aux conférences et dans le cadre des activités promotionnelles.

Dans la catégorie des membres du secteur public et du secteur associatif, les administrations régionales et locales peuvent adhérer à l'Alliance et, au même titre que les gouvernements, sans frais. Les conseils de l'Alliance ainsi que les conférences et visites organisées avec son concours seront payants si le service rendu entraîne une dépense de temps et d'expertise substantielle. C'est aussi dans cette catégorie de membres que se rangeront les ONG.

Tous les membres sont encouragés à participer aux diverses activités de l'Alliance, à assister aux conférences et séminaires et à mettre en commun leur expertise en matière de partenariats public-privé.

-----